



MACÉDOINE :
LA VÉRITÉ HISTORIQUE

MACEDONIA:
THE HISTORICAL TRUTH

Une publication du Congrès hellénique du Québec
en collaboration avec les Associations Macédoniennes de Montréal

A Publication of the Hellenic Congress of Quebec in collaboration
with the Macedonian Associations of Montreal

novembre • November
2011



« LE SEUL BIEN EST LA CONNAISSANCE ET LE SEUL
MAL L'IGNORANCE »
SOCRATE 485 AV. J.-CH.

Le Congrès Hellénique du Québec, en collaboration avec les Associations Macédoniennes de Montréal « Philippe-Alexandre » et « Alexandre le Grand », la Société des Castoriotes « Omonia », la Fraternité des Vogatsiotes de Castoria « Ion Dragoumis » et l'Association Pontienne « Efxinos Pontos », est fier de présenter quatre essais académiques rédigés par nos distingués invités dans l'espoir que la vérité historique à propos de la Macédoine éclatera au grand jour et saura une fois de plus convaincre.

Ceux qui ont étudié l'histoire de la Grèce classique savent que dans cette région le peuple slavophone s'est installé dans le nord de la Macédoine de Grèce au VI^e siècle de notre ère, donc environ mille ans après la mort d'Alexandre le Grand.

Il est de plus bien connu et attesté que, dans l'ancienne province yougoslave de Vardarska, qui n'occupait que 15 % du territoire de la Macédoine, la grande majorité de la population était composée de bulgarophones et de diverses minorités, albanophones, serbophones et autres.

En 1944, la partie méridionale de cette province a été appelée « République de Macédoine » par le maréchal Tito, le dictateur de la Fédération Yougoslave d'alors, dans l'espoir de convertir la population slave en une « Nation macédonienne » pour ensuite promouvoir des revendications territoriales contre des régions de la Macédoine de Grèce.

En agissant de la sorte, il a inauguré un endoctrinement systématique des habitants usant de déformations malveillantes de l'histoire et de réclamations non-fondées à l'effet que le peuple slavophone de cette province serait d'authentiques descendants de la Macédoine classique.

Laissons maintenant les universitaires spécialistes exposer et analyser ce scénario fictif qui constitue l'une des plus grandes fraudes de notre temps.

Peter Georgakakos
Président



“THE ONLY GOOD IS KNOWLEDGE AND THE
ONLY EVIL IS IGNORANCE”

SOCRATES 485 B.C.

The Hellenic Congress of Quebec, in collaboration with the Macedonian Associations of Montreal “Philip-Alexander” and “Alexander the Great”, the Society of Kastorians “Omonia”, the Brotherhood Vogatsioton Kastorias “Ion Dragoumis” and the Pontian Association “Efxinos Pontos”, are proud to present four academic essays written by our distinguished guest speakers in the hope that the historical facts about Macedonia will enlighten and prevail once again.

Those who have studied classical Greek history are aware that in this region, Slavic speaking people had settled north of Macedonia of Greece in the 6th century AD, approximately one thousand years after the death of Alexander the Great.

It is also well known and documented that, in the former Yugoslavian province of Vardarska, which occupied only 15% of the Macedonian land, the large majority of its people were Bulgarian speaking and the various minorities were Albanian speaking, Serbian speaking and others.

In 1944, the southernmost part of this province was named as the “Macedonian Republic” by marshal Tito, the dictator of the former Yugoslavian Federation, who hoped, first, to convert the Slavic population into a “Macedonian Nation” and second, to further promote territorial claims against the Macedonian region of Greece.

By doing so he started a systematic indoctrination of the inhabitants with malicious historical lies and unfounded claims that the Slavic speaking people of this province were pure descendants of classic Macedonia.

At this point we should let the academic experts present and analyse this elaborate scheme which constitutes one of the greatest historical frauds of our times.

Peter Georgakakos
President

COUP D'ŒIL SUR LA MACÉDOINE : GÉOGRAPHIE ET HISTOIRE

DE NINA GATZOULIS

La Macédoine est l'une des régions de la Grèce et, à ce titre, elle a toujours fait partie intégrante du monde grec. Issus des Héraclides (eux-mêmes descendants du mythique Héraclès), les Macédoniens d'origine, soit les Grecs macédoniens, arrivèrent dans la région autour de 2000 av. J.-C. Hérodote, père de l'Histoire, décrivit avec soin l'odyssée, longue de 800 ans, de ce vaste groupe, qui se subdivisa par la suite. Parmi ceux-ci figuraient les Doriens, les Acarnaniens et les Étoliens. Peu après la Guerre de Troie, le premier groupe, sous le commandement de Doros, s'établit dans le Péloponnèse, suivi des Acarnaniens et des Étoliens qui se dirigeaient aussi vers le Sud. Un autre groupe fit route vers l'Est et fonda le Royaume de Macédoine.

Sous le règne de Philippe II, père d'Alexandre le Grand, la Macédoine devint une des grandes puissances de l'Europe. Sa tentative de rassembler les cités-États de la Grèce en une union panhellénique fut couronnée de succès, donnant naissance à la nation grecque telle que nous la connaissons aujourd'hui. Philippe II, en 337 av. J.-C., et son fils Alexandre, en 335, furent élus commandants généraux de tous les Grecs à l'assemblée de Corinthe. Seuls les Spartiates refusèrent de participer à l'Union panhellénique. Alexandre le Grand, qui régna de 336 à 323 av. J.-C., conquiert la presque totalité du monde alors connu, diffusant la langue et les traditions grecques chez les peuples vaincus. Grâce à ses successeurs, l'Empire macédonien grec subsista jusqu'en 168 av. J.-C., moment où tous les territoires furent conquis par les Romains. Même alors, l'influence de la langue et de la culture grecques demeura prépondérante dans l'Empire.

Lors de la conquête romaine qui se poursuivit jusqu'à l'époque byzantine, soit pendant environ 1000 ans, ce territoire ayant Constantinople comme capitale et Thessalonique comme centre culturel et commercial de l'Empire, garda son caractère grec. De plus, à l'époque de Justinien, la langue grecque fut adoptée comme langue officielle de l'État byzantin.

Du III^e au XIV^e s. de l'ère chrétienne, la Macédoine fut envahie à maintes reprises à partir du Nord. C'est ainsi que les Bulgares s'y établirent en 681, le traité de 716 leur octroyant officiellement le territoire compris entre le mont Haémus et le Danube. Ce territoire avait été, jusqu'à ce jour, province de l'Empire byzantin. À la fin du Xe s., le roi bulgare Samuel tenta par tous les moyens de conquérir les territoires helléniques. Après avoir réussi à atteindre le sud de la Grèce, l'armée de Samuel fut pourchassée et anéantie le 29 juillet 1014.

Dès leur apparition dans le sud des Balkans au IX^e s., les Serbes devinrent à leur tour une puissance et tentèrent d'envahir d'autres territoires de manière périodique. C'est à cette époque que l'Empire ottoman s'organisa. Dès le XV^e s., Thessalonique (1430) et Constantinople (1453) subirent le sort du reste des Balkans et de l'Asie Mineure, et tombèrent aux mains des Turcs.

Sous l'occupation turque, la Macédoine réussit à préserver son identité grecque de manière ininterrompue grâce au maintien de la langue, de la religion et de la culture grecques. On permit l'ouverture d'écoles grecques dans plusieurs villes macédoniennes, tout comme ailleurs dans le reste de la Grèce. Lorsqu'elles furent interdites par les Turcs, les écoles continuèrent de fonctionner secrètement dans les églises.

Approvisionnés de manière importante en munitions et en hommes par la Grèce libre, les Macédoniens prirent part en 1904 à une guérilla systématique et s'engagèrent dans la Lutte macédonienne qui prit fin en 1908. De cette lutte émergèrent plusieurs noms glorieux : Pavlos Melas, Germanos Karavangelis, Ion Dragoumis, Kotas, Lambros Koromilas, Constantin Mazarakis et Telos Agras, pour ne nommer que ceux-là.

L'éventuelle union avec la Grèce libre évita à la Macédoine de tomber aux mains des Slaves durant les guerres balkaniques (1912-1913). En 1821, la lutte contre l'occupant ottoman débuta dans le sud de la Grèce pour prendre fin à sa libération en 1832. Durant les guerres balkaniques, la Grèce délivra du joug des Ottomans la province de Macédoine ainsi que certaines autres régions.

Jusqu'en 1944, la région la plus méridionale de l'ex-Yougoslavie s'appelait Vardaska Banovina (province de la rivière Vardar). Puis le maréchal Tito (Joseph Broz), principal dirigeant politique de la Yougoslavie à cette époque, créa une république de la Yougoslavie du Sud et la nomma République populaire de Macédoine. Cependant, une des provinces du nord de la Grèce portait déjà le nom de Macédoine.

Après 1944, on mit sur pied une campagne systématique et concertée afin que la république de la Yougoslavie du Sud s'approprie l'histoire de la Macédoine ancienne. Des spécialistes de la République populaire de Macédoine furent chargés de réécrire leurs propres manuels d'histoire afin d'inclure l'histoire ancienne de la Macédoine, selon les souhaits de la Ligue communiste de Yougoslavie, y joignant des cartes géographiques trafiquées où leur Macédoine s'étendait jusqu'à la moitié nord du mont Olympe.

Les immigrants grecs macédoniens des États-Unis tentèrent à plusieurs reprises, à peine arrivés dans leur nouvelle patrie, de fonder une Organisation macédonienne, mais en vain. Conscients toutefois de la propagande insidieuse alimentée de façon systématique par leurs voisins au nord des frontières de la Macédoine, ils décidèrent de s'attaquer à la désinformation qui se répandaient à une vitesse folle.

La circulaire par valise diplomatique du secrétaire d'État Edward Stettinius, sous l'administration Roosevelt, les alarma particulièrement en 1944. Celle-ci sensibilisait le gouvernement américain à l'émergence d'une conscience nationale macédonienne, d'une patrie macédonienne ou d'une nation macédonienne. La population macédonienne des États-Unis redoutait qu'il y eût des intentions agressives envers la Grèce et décida d'agir. Tous les groupes macédoniens des États-Unis furent ainsi convoqués à une série de congrès et de consultations. Puis, le 21 janvier 1947, on organisa une réunion générale à New York, où le premier Comité panmacédonien provisoire fut formé.

Toutefois, en septembre 1991, la partie sud de l'ex-Yougoslavie proclama son indépendance sous le nom de République de Macédoine. La Grèce continua à s'opposer à l'utilisation du nom Macédoine. Du fait de cette objection, les Nations Unies reconnurent cette nation comme nouveau membre, mais sous le nom temporaire d'Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM ou FYROM, en anglais, pour Former Yugoslav Republic of Macedonia) jusqu'à ce qu'une solution concernant le nom ait été trouvée. Jusqu'à ce jour, tel n'a pas été le cas, et la date butoir du 13 septembre 2002 a été dépassée, avec comme seule entente une prolongation des discussions entre les deux pays concernés.

Toutefois, en septembre 1991, la partie sud de l'ex-Yougoslavie proclama son indépendance sous le nom de République de Macédoine. La Grèce continua à s'opposer à l'utilisation du nom Macédoine. Du fait de cette objection, les Nations Unies reconnurent cette nation comme nouveau membre, mais sous le nom temporaire d'Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM ou FYROM, en anglais, pour Former Yugoslav Republic of Macedonia) jusqu'à ce qu'une solution concernant le nom ait été trouvée. Jusqu'à ce jour, tel n'a pas été le cas, et la date butoir du 13 septembre 2002 a été dépassée, avec comme seule entente une prolongation des discussions entre les deux pays concernés.

Les autorités de l'ARYM insistent sur l'utilisation exclusive du nom Macédoine par l'État nouvellement constitué, principalement composé d'une population slave et de diverses minorités telles que des Albanais (30 %), des Roms, des Turcs, des Bulgares, des Grecs, des Serbes, etc. Il ne fait aucun doute que l'utilisation exclusive du nom Macédoine adoptée principalement par les Slaves de l'ARYM et leur volonté d'être désignés comme Macédoniens ethniques soient susceptibles de stimuler les visées expansionnistes de l'ARYM et de sa diaspora. Leurs revendications du droit à l'auto-identification sont injustifiées et violent les droits des Grecs macédoniens. En aucun cas, la communauté internationale et le système juridique international ne devraient tolérer l'ingérence dans l'identité culturelle et historique appartenant à une autre nation depuis des milliers d'années. Personne ne devrait avoir le droit d'utiliser un terme dans un sens ethnologique appartenant culturellement et historiquement à une autre nation depuis des siècles. Le cas échéant, cela devrait être perçu comme une tentative évidente de nous ravir — à nous, les héritiers légitimes — tout ce qui compose l'identité macédonienne et nier notre droit inaliénable à notre identité macédonienne.

Lors de son 65^e congrès, qui a eu lieu du 26 au 30 mai 2011, à Worcester au Massachusetts, l'Association panmacédonienne a pris les décisions suivantes : « Nous n'accepterons jamais, concernant exhortons les Grecs à prendre conscience des pièges et des dommages potentiels causés à la Grèce en ou ses dérivés. » Telle que définie par ses membres, la mission de l'Association est « d'unir tous les Macédoniens, autres Hellènes et philhellènes, de protéger les origines helléniques du nom, de l'histoire et de la culture de la Macédoine, de contrer toute falsification et distorsion de notre histoire, de promouvoir les idéaux, l'histoire et la culture helléniques, de même que de consolider les liens éducatifs et culturels entre les États-Unis d'Amérique et la Grèce. »

Si nous prenions le temps d'examiner les diverses associations ou sociétés bénévoles à l'échelle nationale, nous verrions que la plupart sont nées d'un besoin et parfois d'un problème rencontré à un certain moment. Le besoin de créer l'Association panmacédonienne des États-Unis a surgi parmi les Macédoniens de la diaspora quand ils ont senti qu'ils devaient protéger les frontières de leur mère-patrie des visées expansionnistes et de la voracité de leurs voisins du Nord.

Les Grecs des États-Unis ont formé une organisation pendant les années 1940 afin de combattre la propagande pour leur Macédoine bien-aimée et, en même temps, d'unir tous les Grecs.

Professeure au département des Études helléniques à l'Université du New Hampshire, Nina Gatzoulis a assumé la présidence suprême de l'Association panmacédonienne des États-Unis. Elle est actuellement coordonnatrice auprès des Associations panmacédoniennes internationales.

THE MACEDONIA PERSPECTIVE: GEOGRAPHY AND HISTORY

BY PROFESSOR NINA GATZOULIS

Macedonia is one of the regions in Greece and has always been an integral part of the Greek world. The original Macedonians, the Macedonian Greeks, arrived in the area around 2000 BC and they were descendants of the Heracleides (descendants of the mythical hero Heracles). The ancient Macedonians were part of a large group which reached the area around 2000 BC. Herodotus, the father of history, very carefully describes the 800-year wanderings of that large group, which eventually split into smaller groups. Amongst other clans in that large Greek group were the Dorians, the Acarnanians and Aetolians. Just after the Trojan War the first group under the leadership of Dorus inhabited Peloponnesus and the Acarnanians and Aetolians, went also south. Another group marched east and established the Kingdom of Macedonia.

During the time of King Philip II (Alexander the Great's father), Macedonia became one of the great powers in Europe. King Philip II was successful in uniting the Greek city-states under a Pan-Hellenic Union, which was essentially the Greek nation, as we know it today. Philip II in 337 BC and his son Alexander in 335 BC were chosen as the Commanding Generals of all Greeks in the Council of Corinth. The Spartans were the only ones who did not agree to participate in this Pan-Hellenic Union. Alexander the Great, who reigned from 336-323 BC, conquered most of the then known world, spreading the Greek language and traditions in the lands he conquered. The Greek Macedonian Empire was preserved by the descendants of Alexander until 168 BC, when the Romans conquered all the territories. Even then, however, the Greek language and culture continued to be the predominant influence in the Empire.

During the Roman Conquest, which continued into the Byzantine Era - a period of about one thousand years - that territory with Constantinople as its capital and Thessaloniki as a cultural and commercial center of the Empire, kept its Greek element. Furthermore during Justinian's time it adopted the Greek language as the formal and official language of the Byzantine State.

Macedonia was invaded several times from the north from the third to the fourteenth centuries AD. As a result of these invasions, the Bulgarians established themselves in 681 AD and the treaty of 716 awarded them the territory between Mt. Haemus and the River Danube. That area until that time was a province of the Byzantine Empire. A tremendous attempt to gain Hellenic territories took place at the end of the 10th century AD by the Bulgarian king Samuil. After he occupied territories reaching South Greece, Samuil's army was chased and badly annihilated on July 29, 1014.

The Serbs also grew to become a power and attempted periodic invasions since their appearance in the southern Balkans, in the ninth century. It was during this time that the Ottoman Empire was organized and by the fifteenth century, Thessaloniki (1430) and Constantinople (1453) followed the rest of the Balkans and Asia Minor by falling in the hands of the Turks.

During the Turkish Occupation, Macedonia **preserved** its Greek identity, in perpetuity, through Greek language, religion and culture. Greek schools were allowed to open and function in several Macedonian cities, as was the case in the rest of Greece. When the Turkish rule made this impossible, schools functioned secretly in the churches.

In 1904 a systematic guerrilla effort on the part of the Macedonians with considerable ammunition and troops from the free Greeks started the Macedonian Struggle, which ended in 1908. Many glorious figures emerged from the Macedonian Struggle, among them Pavlos Melas, Germanos Karavangelis, Ion Dragoumis, Kotas, Lambros Koromilas, Constantine Mazarakis, Telos Agras and many others.

The eventual union with free Greece saved Macedonia from falling in the hands of the Slavs during the Balkan Wars (1912-13). The struggle against the Ottoman occupant began in 1821 in southern Greece and that part of the Greek world was finally liberated in 1832. During the Balkan Wars of 1912-13, Greece liberated its province of Macedonia, as well as other Greek regions from the Ottoman rulers.

Before 1944, former Yugoslavia's southernmost part was called Vardarska Banovina (Province -of the river- Vardar). It was in 1944 that (Joseph Broz) Marshal Tito, the principal political leader of Yugoslavia at that time, created Yugoslavia's southern republic and called it "People's Republic of Macedonia". However, "Macedonia" was already the name of one of Greece's northern provinces.

After 1944 a deliberate and systematic campaign was initiated for Yugoslavia's southern republic to take over the history of ancient Macedonia. "Scholars" from the "People's Republic of Macedonia" were commissioned to re-write their history books to include the ancient Macedonian History according to the wishes of the League of Communists of communist Yugoslavia, accompanied by perverted maps showing their "Macedonia" going all the way down to the northern half of Mount Olympus.

The Macedonian Greek immigrants in USA made numerous fruitless efforts to establish a "Macedonian Organization" to unite them in their newly adopted country, America, as soon as they were set up in the new land. However being alerted of the vicious and systematic propaganda emanating from their neighbours in their Macedonia's northern boundaries, they decided to rebut the misinformation that was spreading all too fast. They were especially alarmed during the Roosevelt administration in 1944 by the "Circular Airgram" of Secretary of State, Stettinius, informing the US government officials about a "Macedonian National Consciousness", "Macedonian Fatherland", or "Macedonian Nation." The USA Macedonian population suspected the aggressive intentions against Greece and decided to do something about it. They assembled all the Macedonian groups from USA and following a series of conferences and communicating with all groups concerned, a general conference was called in New York on January 21, 1947, where the first general Pan-Macedonian Provisional Committee was formed.

In September of 1991 however the southern part of the broken up Yugoslavia named itself "Republic of Macedonia" and declared itself a new independent country. Greece, however, continued to object to their use of the name Macedonia. Because of this objection, the United Nations accepted this nation as a new member with the *temporary* name of "The Former Yugoslav Republic of Macedonia" until a permanent solution to the name is found. To this date no solution has been found and the UN deadline of September 13, 2002 has passed by with the two countries only agreeing to extend discussions on this matter.

FYROM's leadership insists on the exclusive use of the name "Macedonia" for the newly established state which consists mainly of a Slavic population and various minority groups such as Albanians (30%), Roma, Turks, Bulgarians, Greeks, Serbs and others. There is no doubt that the exclusive use of the name "Macedonia," primarily adopted by the FYROM Slavs and their promotion as "ethnic Macedonians" is a stimulus for expansionist claims by FYROM and its Diaspora. Claims to "their rights to self-identification" are unjustified and violates the rights of the Macedonian Hellenes. Under no circumstances should the international community and the international legal system allow any interference with the cultural and historic identity belonging to another nation for millennia. No one should be allowed to use a term ethnologically that belongs to another nation culturally and historically for centuries. In this case it should be perceived as an obvious attempt to appropriate everything Macedonian from us-the rightful inheritors-and extinguish our human right to our Macedonian identity.

The Pan-Macedonian Association during its 65th Convention, on May 26-30, 2011 that took place in Worcester Massachusetts decided the following: ***"We shall never accept, for the country of The FYROM, any name that will include the term Macedonia or any of its derivatives. We urge the Greeks to investigate the pitfalls and potential damage to Greece of accepting a potential official name of The FYROM any name that includes the term Macedonia or any of its derivatives"***. The Association's Mission, as stated by its membership, is ***"To unite all Macedonians and all other Hellenes and Philhellenes, to protect the Hellenic origin of the name, history and culture of Macedonia, to counter falsification and distortions of our history, to promote the Hellenic ideals, history and culture and to strengthen the education and cultural ties between the United States of America and Greece"***.

If we were to examine various associations and benevolent societies in a global level we would find out that most of the associations originate from a need and some times a problem that people are facing at some point. The need to create the Pan-Macedonian Association of USA arose among the Macedonians of the Diaspora when they sensed that they had to protect the boundaries of their birthplace from the expansionistic view and greedy stance of their northern neighbours.

The Greeks of the USA formed an organization during the 1940s to combat the propaganda towards their beloved Macedonia and the same Organization is still in full force today struggling with the same propaganda and at the same time uniting all the Greeks!

Professor Nina Gatzoulis is a professor of Hellenic Studies at the University of New Hampshire and has served as the Supreme President of the Pan-Macedonian Association U.S.A. She is currently the Coordinator of the World Pan-Macedonian Associations.

« LA GRÉCITÉ DE LA MACÉDOINE EST GRAVÉE DANS LA PIERRE... ET LES PIERRES NE MENTENT PAS. »

DEAN LOMIS, PH.D., 57^E CONVENTION PANMACÉDONIENNE, 3 JUILLET 2003

LA CONTROVERSE AUTOUR DU NOM

Une rose sous un autre nom est-elle encore une rose ? Et si nous nous mettions à appeler la « rose » « oignon » ? Si nous avons les deux, côte à côte, pourrions-nous les désigner et appeler chacun un oignon ? Est-ce que l'un serait un oignon véritable et l'autre un faux ? Auraient-ils la même odeur, se ressembleraient-ils, auraient-ils les mêmes texture, couleur et autres qualités ? Si vous demandiez un oignon à quelqu'un, que vous donnerait-il ? Votre bien-aimée apprécierait-elle la douzaine d'oignons que vous lui auriez envoyée pour la Saint-Valentin ? On voit déjà la confusion qui règne lorsque deux choses portent le même nom. Maintenant, qu'arriverait-il si une région de notre monde décidait de porter le nom d'une région voisine ? Qu'arriverait-il si cette région s'emparait aussi de l'identité et de l'histoire de ses voisins ? Et si la région en question devenait un pays ? Pourrait-il alors prendre la décision de s'appeler du même nom que la région voisine et s'attendre à ce que le reste du monde le reconnaisse comme tel ?

La Colonie de la Baie du Massachusetts se composait de la région des États du nord de la Nouvelle-Angleterre et comprenait une partie de ce qui est aujourd'hui la province canadienne du Québec. Durant des années, un bon nombre d'habitants du Québec ont émigré de leur province vers les États de la Nouvelle-Angleterre. Si le Québec se séparait du Canada pour devenir un pays indépendant, serait-il pertinent qu'il change son nom en celui de « Nouvelle-Angleterre » ? Est-ce que ça générerait quelqu'un si cette « Nouvelle-Angleterre » hissait un nouveau drapeau avec le Vieil Homme de la Montagne du New Hampshire en son milieu, imprimait une nouvelle monnaie représentant le Bunker Hill de Boston, redessina ses cartes de telle manière que son territoire s'étende jusqu'à Boston et au-delà, et modifiait ses manuels d'histoire pour présenter l'histoire coloniale de la Nouvelle-Angleterre comme étant la sienne. Comment ce nouveau pays devrait-il s'appeler pour éviter toute confusion ? Est-ce que « Nouvelle Nouvelle-Angleterre », « Nouvelle-Angleterre du Nord », « Haute Nouvelle-Angleterre », « Nouvelle-Angleterre (Québec) » ou « Nouvelle-Angleterre-Québec » serait évident pour tout le monde ?

La situation hypothétique exposée ci-dessus est tellement ridicule qu'elle ne pourrait jamais se produire. Mais, c'est exactement ce qui arrive aujourd'hui juste devant nos yeux entre l'ARYM, l'Ancienne République du sud de la Yougoslavie, et la Macédoine, une des provinces du nord de la Grèce.

La controverse autour du nom oppose l'ARYM, un pays limitrophe de la frontière nord de la Grèce et voulant s'appeler Macédoine, et la Grèce dont la province septentrionale porte déjà le nom de Macédoine. Avant 1944, la région aujourd'hui appelée ARYM faisait partie de la Yougoslavie et se nommait Vardarska Banovina (Province – de la rivière – Vardar). C'est en 1944 que le maréchal Joseph Broz Tito, dictateur communiste qui gouvernait alors la Yougoslavie, créa une république dans le sud de la Yougoslavie, la nommant « République populaire de Macédoine » pour des raisons uniquement expansionnistes et politiques. Dans les temps anciens, le territoire que la Macédoine couvrait comprenait la province du nord de la Grèce (environ 80 %), une infime partie de la Bulgarie (5 %), une autre de l'Albanie (environ 5 %) et une petite partie que Tito avait nommée République socialiste de

Macédoine (environ 10 %). Il est approprié de noter que 10 % de la Macédoine ancienne comprise dans la République populaire de Macédoine de Tito (aujourd'hui l'ARYM) consiste seulement en 1/5 du territoire de cette république et que les 4/5 restants sont issus de la Yougoslavie slave. L'unique but de la création de la République socialiste sous le nom de « Macédoine » était l'éventuelle revendication et l'incorporation de la province grecque de Macédoine à la Yougoslavie communiste, avec le port de Thessalonique comme trophée.

Alors le secrétaire d'État Edward Stettinius a envoyé une circulaire par valise diplomatique (868.014), du Département d'État des relations étrangères des É.-U., le 26 décembre 1944, à tout le personnel consulaire, l'informant que l'acte de création d'une « Macédoine » séparée était « une agression larvée contre la Grèce ». « Le Département a constaté avec une grande appréhension l'accroissement des rumeurs de propagande et des communiqués semi-officiels en faveur d'une Macédoine autonome provenant de la Bulgarie, et aussi des alliés de la Yougoslavie et d'autres sources insinuant que le territoire grec serait compris dans le projet d'État. Ce gouvernement considère une discussion d'une « nation macédonienne », de « la mère-patrie macédonienne », ou de « la conscience nationale macédonienne » comme étant une démagogie injustifiée ne représentant pas une réalité ethnique ou politique, et voit aussi dans ce renouveau actuel une intention à peine voilée d'agression contre la Grèce. »

Après 1944, une campagne systématique et délibérée était entreprise en faveur de la république du sud de la Yougoslavie afin de s'approprier l'histoire de la Macédoine ancienne. Des « spécialistes » ont été chargés de récrire leurs manuels d'histoire en adoptant celle de la Macédoine ancienne comme étant la leur, accompagnés de cartes trafiquées indiquant leur « Macédoine » qui comprenait tout le territoire de la moitié nord du mont Olympe. De plus, des « linguistes » ont été appelés à créer un alphabet et à peaufiner une nouvelle langue « macédonienne » afin, bien entendu, qu'elle puisse sembler issue d'un « développement naturel » d'une langue de la Macédoine ancienne. Cependant, grammaticalement, cette langue est presque identique à la langue bulgare avec plusieurs mots serbo-croates remplaçant les mots bulgares.

Ces pseudo-Macédoniens ont manifestement négligé le fait incontestable que les habitants de la Macédoine ancienne étaient des Hellènes et qu'ils parlaient le grec. De nombreuses fouilles dans toute la Macédoine ancienne, le territoire de la Macédoine ancienne, n'ont cessé d'exhumer des vestiges portant des inscriptions purement helléniques et des représentations de souverains désignés visiblement par des noms helléniques.

En septembre 1991, cette république s'est déclarée indépendante de la Yougoslavie pour s'appeler la « République de Macédoine ». On a dessiné un nouveau drapeau avec le soleil de Vergina au centre et imprimé une nouvelle monnaie portant la Tour blanche de Thessalonique, symboles évidents de la province de la Grèce du Nord. À cause de ces actions et de certains articles dans sa constitution, qui insinuaient que le nouveau pays avait des droits territoriaux sur tout le territoire de la Macédoine ancienne, la Grèce a imposé un embargo sur le commerce et a empêché tout échange commercial à la frontière nord de son territoire. À contrecœur, la Grèce a levé l'embargo commercial lorsque l'ARYM a proposé et adopté un nouveau drapeau, cessé l'émission de la nouvelle monnaie représentant la Tour blanche de Thessalonique, et voté des amendements à la constitution impliquant le renoncement à tout droit territorial en dehors de ses frontières actuelles. Toutefois, la Grèce a continué de s'opposer à l'utilisation du nom de Macédoine. À cause de l'objection de la

Grèce, les Nations Unies ont accepté cette nation en tant que nouveau membre avec le nom temporaire d'« Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM) » [Résolutions de l'ONU n° 817 du 7 avril et n° 845 du 18 juin 1993] jusqu'à ce qu'une solution permanente soit trouvée.

Cependant, leur campagne systématique et délibérée de distorsion, de vol et d'appropriation de l'histoire et de l'ethnicité des Macédoniens anciens s'est intensifiée et continue aujourd'hui avec une vigueur irrésistible. Bien que ce pays soit connu officiellement sous le nom d'ARYM, grâce à une campagne énergique, ils ont réussi à trouver le moyen de se faire appeler « Macédoine » par tout le monde dans l'usage quotidien, et ce, malgré les résolutions des Nations Unies. L'internet et les communications de masse leur ayant facilité la tâche, ils ont utilisé ces outils pour créer un déluge de désinformation.

Cette grave distorsion historique doit cesser et être corrigée !

(Le texte ci-dessus a été adapté de *What's in a Name* de V. Gatzoulis et de Marcus A. Templar.)

Vassilios Gatzoulis est aujourd'hui ingénieur électricien à la retraite du ministère de la Marine des É.-U. Il a exercé la fonction de président du Chapitre de Thessalonique n° 248 de l'Ordre du AHEPA. Il est actuellement président de la Société hellénique Paideia du New Hampshire et membre de l'Association panmacédonienne des É.-U.

Le professeur Marcus A. Templar a servi dans le Corps de renseignements de l'Armée des É.-U. pendant une trentaine d'années. Il est diplômé du Collège des renseignements de la Défense nationale, est un expert reconnu concernant les Balkans, de même qu'un slaviste spécialisé dans l'histoire, le peuple et la langue des Slaves du sud (ARYM) et des Bulgares.

Traduction | Michèle Lavigne

“THE GREEKNESS OF MACEDONIA IS ENGRAVED IN STONE... AND STONES DO NOT LIE.”

DR. DEAN LOMIS, 57TH PAN-MACEDONIAN CONVENTION, JULY 3, 2003

THE NAME DISPUTE

Is a rose by any other name still a rose? What if we started calling the “rose” an “onion”? If you had both next to each other, could you point to each and call each an onion? Would one be a real onion and the other a fake onion? Would smell the same, look the same, have the same texture, color, and all other qualities? If you asked someone for an onion what would he give you? Would your sweetheart appreciate the dozen onions that you sent her for Valentine’s Day? You can easily see the confusion that is caused when two entirely different items have the same name.

Now, what happens if one area of our world started calling itself with the same name as a neighbouring area? What if this area also took the identity and history of its neighbours? What if this first area becomes a country? Can it now decide to call itself with the same name as its neighbour and the rest of the world recognises it so?

The Massachusetts Bay Colony consisted of the area of the northern New England states and also encompassed part of what today is the Canadian province of Quebec. Throughout the years, many Quebec inhabitants have migrated from Quebec to the New England states. If Quebec broke away from Canada and became an independent country, would it be suitable to change its name to “New England”? Would it bother anyone if this “New England” hoisted a new flag with New Hampshire’s Old Man of the Mountain in the middle of it, printed new currency picturing Boston’s Bunker Hill on it, redrew their maps such that their territory is shown going all the way down to Boston and beyond, and revised their history books to indicate the colonial New England history as their own. What should this new country be called so that no one would be confused? Would “New New-England”, “Northern New England”, “Upper New England”, “New England (Quebec)” or “New England-Quebec” make it clear to everybody?

We read the above hypothetical situation and think that it is so ridiculous that it could never happen. But, **that is exactly what is happening today right before our eyes** between The FYROM, former Yugoslavia’s southern republic, and Macedonia, one of Greece’s northern provinces.

The name dispute is between the FYROM, a country on the northern border of Greece that wants to be called Macedonia, and Greece whose northern province was and is already called Macedonia. Prior to 1944, the area that is now called the FYROM was part of Yugoslavia and was called Vardarska Banovina (Province-of the river-Vardar). It was in 1944 that Marshal Joseph Broz Tito, the communist dictator ruling then-Yugoslavia, created Yugoslavia’s southern republic and called it “People’s Republic of Macedonia” for purely political and expansionist reasons. In ancient times, the land that Macedonia covered included the northern province of Greece (about 80%), a small part of Bulgaria (about 5%), a small part of Albania (about 5%), and a small part of the region that Tito named the Socialist Republic of Macedonia (about 10%). It is pertinent to note that this 10% of ancient Macedonia in Tito’s People’s Republic of Macedonia (**which is now the FYROM**) is only 1/5 of this Republic’s area while the other 4/5 was actually from Slavic Yugoslavia. The sole purpose of

the creation of the Socialist Republic under the name “Macedonia” was the eventual claim and incorporation of the Macedonia province of Greece into communist Yugoslavia, with the port of Thessaloniki as the trophy.

Then **Secretary of State E. Stettinius** dispatched U.S. State Dep. Foreign Relations Vol. VII, Circular Airgram [868.014], on December 26th 1944, to all consular officials, informing them of the act to create a separate “Macedonia” as a “cloak for aggression against Greece.” “The Department has noted with considerable apprehension increasing propaganda rumours and semi-official statements in favour of an autonomous Macedonia emanating from Bulgaria, but also from Yugoslav partisan and other sources with the implication that Greek territory would be included in the projected State. **This Government considers talk of “Macedonian Nation”, “Macedonian Fatherland”, or “Macedonian National Consciousness” to be unjustified demagoguery representing no ethnic or political reality, and sees in its present revival a possible cloak for aggressive intentions against Greece”.**

After 1944, a deliberate and systematic campaign was initiated for Yugoslavia’s southern republic to take over the history of ancient Macedonia. “Scholars” were commissioned to re-write their history books to adopt the ancient Macedonian History as their own, accompanied by perverted maps indicating their “Macedonia” to include all the land to the northern half of Mount Olympus. Also, “linguists” were appointed to create an alphabet and refine a new “Macedonian” language that, of course, was formed to sound as if it were the “natural development” of an ancient Macedonian language. Grammatically, however, this language is nearly identical to Bulgarian with several Serbo-Croatian words that have replaced the Bulgarian words.

These pseudo-Macedonians clearly overlooked the unquestionable fact that the inhabitants of ancient Macedonia were Hellenes and spoke the Hellenic language. Numerous excavations in all of the ancient Macedonia the ancient Macedonia area have consistently unearthed relics clearly with Hellenic writings and depictions of rulers clearly designated with Hellenic names.

In September of 1991, this republic declared independence from Yugoslavia and named itself “Republic of Macedonia”. They designed a new flag with the Sun of Vergina at its center and printed new currency with the White Tower of Thessaloniki, symbols clearly from the northern province of Greece. Because of these actions and also because of certain articles in their constitution, which implied that their country had territorial rights to all of the ancient Macedonian area, Greece imposed a trade embargo and prevented any trade commerce through Greece’s northern border. Greece reluctantly lifted the trade embargo when the FYROM redesigned and accepted a new flag, stopped the issuance of the new currency with the depiction of the White Tower of Thessaloniki, and passed amended articles to their constitution implying that they have no territorial rights outside their present boundaries. Greece, however, continued to object to their use of the name Macedonia. Because of this objection, the United Nations accepted this nation as a new member with the *temporary* name of “the Former Yugoslav Republic Of Macedonia (the FYROM)” (UN Resolutions #817 of April 7 and #845 of June 18, 1993) until a permanent solution to the name is found.

However, their deliberate and systematic campaign of distortion, stealing and absorption of the history and ethnicity of the ancient Macedonians has intensified and is ongoing today with full and untiring strength. Although officially this country is known as the FYROM, through a vigorous campaign they have managed to contrive the world to call it “Macedonia” in common day usage disregarding the UN resolutions. The Internet and mass-communications have made it easy for them to do this and they have used these tools to create a flood of misinformation.

This grave historical distortion must be stopped and must be corrected!

(The above was adapted from “*What’s in a Name*”
by V. Gatzoulis & Marcus A. Templar)

Vassilios Gatzoulis is now a retired Electrical Engineer from the U.S. Department of the Navy. He has served as President of Thesseum Chapter #248 of the Order of AHEPA. He is presently President of the Hellenic Society Paideia of New Hampshire, and a member of the Pan-Macedonian Association U.S.A.

Professor Marcus A. Templar has served in the U.S. Army Intelligence Corps for almost 30 years. He is a graduate of the U.S. National Defence Intelligence College, is an established expert on the Balkans, and a Slavacist specialising in the History, People and Language of the South Slavs (The FYROM) and the Bulgarians.

« La Macédoine est aussi la Grèce. »

Strabon, Géographie, livre 7, fragment 9 (vers 7 av. J.-C. – 23 apr. J.-C.)

C'est par cette citation que Strabon, le fameux historien et géographe grec de l'Antiquité, a qualifié la relation entre la Macédoine et le reste de la Grèce dans sa description de l'ancien monde connu. Proposant un portrait des Macédoniens et de leurs terres, le reste de son encyclopédie géographique livre un témoignage de l'hellénisme de la Macédoine dans la perspective des Anciens [1].

Il y a abondance de preuves que les anciens Macédoniens, leur civilisation, leur culture, et leur histoire était grecs depuis leur installation sur des terres situées au nord du mont Olympe aux environs de l'an 2000 av. J.-C., et la plupart des spécialistes en études classiques et les archéologues d'aujourd'hui sont d'accord sur ce point [2]. Actuellement, même des historiens comme Eugène Borza, qui n'ont pas totalement souscrit au fait que les anciens Macédoniens étaient grecs, affirment que, du temps de Philippe II et d'Alexandre le Grand, ils avaient été absorbés et assimilés par les Grecs [3]. Cependant, depuis Borza, de nouvelles preuves ont fait leur apparition concernant la civilisation et la langue macédoniennes anciennes prouvant qu'elles sont certainement grecques. Cela n'est plus à considérer comme une théorie, et même les historiens qui étaient en désaccord l'étaient en se fondant sur les informations dont ils disposaient sur cette civilisation à l'époque où ils écrivaient leurs mémoires ou leurs thèses. Le regretté Nicholas Geoffrey Lemprière Hammond, longtemps considéré comme l'expert mondial de la Macédoine ancienne fut le premier à suggérer qu'une ville de la Macédoine grecque, connue sous le nom de Vergina, était probablement l'emplacement d'Aegae, la première capitale de la Macédoine [4]. Certes, en 1977, une des plus importantes découvertes de Grèce fut faite près de Vergina, où l'archéologue Manolis Andronikos a trouvé les tombes probables de Philippe II et de plusieurs autres membres de la maison royale macédonienne la plus réputée. Toutes les pierres tombales ou stèles des alentours avaient des inscriptions grecques, et le symbole panhellénique connu comme « le soleil de Vergina » décorait plusieurs ornements et armures de la famille royale. La maison royale macédonienne tire ses origines d'Argos dans le Péloponnèse, et Alexandre le Grand croyait qu'il était un descendant du demi-dieu Héraclès. Les Macédoniens participaient aux réunions panhelléniques, et aux jeux olympiques — un événement sportif réservé exclusivement aux Grecs.

Il y a nombre de théories et d'affirmations pseudo-historiques provenant du pays voisin, situé au nord de la Grèce, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM), qui allèguent que seules les classes aristocratiques parlaient le grec et se comportaient comme des Grecs, alors que le peuple macédonien n'avait, lui, rien de grec. En outre, les historiens révisionnistes de l'ARYM soutiennent que la seule raison pour laquelle les Macédoniens parlaient le grec était que cette langue était la *lingua franca* du monde eurasiatique ancien, un peu comme l'anglais l'est dans le monde aujourd'hui. Ces allégations n'ont aucun fondement dans la réalité et peuvent de fait être démenties. En 1986, une imprécation inscrite sur une tablette par une Macédonienne, une femme du peuple, et datant du IV^e s. av. J.-C., a été découverte près de la ville de Pella (qui est aussi le lieu de naissance d'Alexandre le Grand) en Macédoine grecque. Identifiée comme *Katadesmos de Pella*, l'inscription prouve que la langue que la femme, connue sous le nom de Dagina (ou Dapina), avait utilisée pour maudire la future épouse d'un homme qu'elle aimait était bel et bien un dialecte du grec dorien du

Nord-Ouest [5-7]. D'ailleurs, le grec n'était pas la *lingua franca* du monde antique avant qu'Alexandre le Grand n'étende la *koine* (ou dialecte commun) du grec dans tout son empire, de l'Europe vers l'Inde et les steppes de l'Asie. Pourquoi un conquérant non grec répandrait-il une langue et une culture ou des coutumes qui lui seraient étrangères ? Plusieurs révisionnistes ont utilisé le mot infâme de l'homme d'État athénien Démosthène concernant Philippe, essentiellement originaire d'un pays barbare, comme preuve que les Grecs anciens considéraient les Macédoniens comme non grecs. On a prouvé que c'était faux, car le terme « barbare » (*barbaros*) était aussi une injure utilisée par des Grecs envers d'autres Grecs qui étaient considérés comme des adversaires politiques [2]. En plus, le nom Macédoine dérive du mot grec ancien μακεδνός (*makednos* : similaire à macro - ou grand) qui signifie « le grand » ou « le montagnard » et décrit probablement le peuple habitant dans la région [8]. L'historien Robin Lane Fox de l'Université d'Oxford a récemment affirmé lors de l'ouverture de l'exposition *D'Héraclès à Alexandre le Grand* au musée Ashmolean à Oxford, au Royaume Uni :

Il y a un message de nature historique mais qui doit quand même être dit politiquement : la Macédoine est un empire de langue grecque, situé dans le nord de la Grèce, peuplé par des gens qui utilisent des noms grecs, les mois de l'année grecs, qui adorent les dieux grecs. Ceux qui habitent à Skopje et disent que là-bas se trouvent la Macédoine et la patrie d'Alexandre sont aussi ignorants et insultants que quelqu'un qui dirait que l'Université d'Oxford se trouve au Bélarus et que Oxford est Minsk. [9]

La capitale Skopje n'a jamais fait partie d'aucune Macédoine historique. La Macédoine ancienne couvrait la région qui correspond en gros à l'unité administrative moderne de la Macédoine de Grèce. Celle-ci comprenait une petite partie du pays moderne de l'ARYM, connue alors sous le nom de Pélagonie. Plus au nord, la région était connue comme la Péonie dans l'Antiquité, et encore plus au nord se trouvait le territoire de la Dardanie avec Skopje (Scupi) pour capitale [2, 10]. Quand les Romains défirent le roi grec Andriscus, la Macédoine passa dans l'Empire romain en 146 apr. J.-C. et devint une province connue sous le nom de *Macedonia Prima* [11], tandis que le sud de la Grèce était connu sous le nom d'Achaïe. La ville dardanienne de Scupi ne faisait partie ni de l'une ni de l'autre. Quand l'Empire romain d'Orient devint l'Empire byzantin, la Grèce du Nord fut séparée en différents thèmes ou unités administratives. Le thème de Macédoine était plus à l'est, là où se trouve la Thrace d'aujourd'hui [12]. Plus tard, sous l'Empire ottoman, la Macédoine cessa d'exister en tant que nom officiel. À sa place, l'Empire fut divisé en unités administratives appelées *vilayets*. Alors que la plus grande partie de ce qui formait l'ancien Macédon devint une partie des vilayets de Manastir et de Sélanik, Skopje (appelée Uskub à cette époque) se trouvait plus au nord dans le vilayet de Kosovo [13]. On devrait ajouter ici que plus tard au XIX^e s. et au début du XX^e, les Slaves de la ville d'Uskub se désignaient (et l'étaient aussi par les autres) comme Bulgares qui parlaient un dialecte du bulgare [14]. Il est aussi intéressant de savoir que Skoplje (Skopje) fut la première capitale de la Serbie médiévale et du royaume de Serbie au début du XX^e s.

L'idée qu'il y aurait une région géographique nommée Macédoine comprenant des parties de la Grèce, de la Bulgarie et tout l'ARYM est de nature politique, et tire son origine des visées expansionnistes de la Bulgarie dans les dernières années du XIX^e s. C'était toutefois utilisé uniquement comme une notion géographique pour décrire l'espace où vivaient les Bulgares dans les Balkans, et non comme une dénomination ethnique. Il n'y eut jamais un pays

nommé Macédoine ni une nationalité macédonienne. De fait, lorsque William E. Gladstone, premier ministre pro-bulgare du Royaume-Uni, lança le slogan « La Macédoine aux Macédoniens » en 1897, il fut vertement repris par William Miller, un voyageur et historien des Balkans, comme quoi il méconnaissait totalement la réalité de la région s'il entendait par là qu'il y eût une ethnicité authentiquement macédonienne [16].

La population et la lutte des Grecs dans la Macédoine historique sont restées intactes pendant toute l'occupation ottomane, et elles ont résisté aux invasions slaves et bulgares du Moyen Âge. Alors que, au Sud, la Grèce gagnait sa libération des Ottomans en 1821, la Grèce du Nord ne fut libérée qu'en 1912. Il y eut cependant de nombreuses révolutions grecques en Macédoine qui furent étouffées par des troupes massives de Turcs ottomans (les chefs grecs furent Emmanuel Pappas en 1821 en Macédoine orientale, Anastasios Karatasos en 1821-1823 en Macédoine occidentale et Evangelos Korovangos en 1878 autour du mont Olympe). La soif de liberté ne s'arrêta pas là : lorsque la Russie impériale (qui voulait un satellite slave dans les Balkans avec accès sur la mer Égée) s'est mise à supporter la création d'une Grande Bulgarie en 1870, d'innombrables paysans grecs de la Macédoine profonde résistèrent aux envahissantes milices bulgares, connues sous le nom de *comitadjis* — membres du Comité bulgare ou ORMI (Organisation révolutionnaire bulgare intérieure) —, le premier groupe terroriste reconnu comme tel dans l'histoire moderne [17, 18]. Le parti politique nationaliste actuellement au pouvoir dans l'ARYM s'appelle ORMI-DNMPE, s'inscrivant dans la prolongation du comité bulgare originel. Par conséquent, il n'y eut jamais de Macédoine « grande » ou « unie » qui aurait été prise par la Grèce et la Bulgarie après 1912, comme on le croit dans l'ARYM.

La Grèce a été le premier pays moderne dans la région à utiliser le terme « Macédoine » comme unité politique officielle en 1914 dès que la Grèce du Nord fut libérée des Ottomans un an plus tôt, et elle continue de le faire [19]. Il y a environ 2,5 millions de Grecs qui y vivent et se font appeler Macédoniens depuis des milliers d'années, et qui croient posséder une continuité culturelle avec les anciens Macédoniens. La loi internationale stipule qu'il y a un titre légal à l'utilisation d'un nom / terme fondé sur un titre historique (en substance qui utilisa le terme le premier et depuis la plus longue période de temps) [19].

Une rumeur court parmi les révisionnistes de l'ARYM disant qu'il n'y a jamais eu de région de Grèce appelée « Macédoine » avant 1988. On raconte que la Grèce, apprenant que la République populaire de Macédoine allait succéder à la Yougoslavie, redonna le nom de Macédoine à la Grèce du Nord. Ce malheureux mensonge fut mis de l'avant par nul autre que l'ancien ministre des Affaires extérieures de l'ARYM, Antonio Milososki, vers 2003 [20]. La vérité est que le ministère de la Grèce du Nord fut renommé « ministère de la Macédoine et de la Thrace » en 1988 lors d'un remaniement ministériel, mais le nom de la province n'a jamais changé.

La République populaire de Macédoine fut créée en 1944 à partir d'une région traditionnellement appelée Vieille Serbie ou Serbie méridionale et Vardarska Banovina. Ce qui était à l'origine le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes devint en fin de compte la Yougoslavie, et c'est alors seulement que le dictateur Josip Broz Tito décida d'ajouter une autre ethnie slave à sa confédération communiste [19]. Le plan ultime était de prêter main-forte à un soulèvement communiste en Grèce du Nord et d'annexer éventuellement la Macédoine grecque à une plus grande « Macédoine unie ». L'alarme fut lancée par le

le Département d'État américain en 1944, et le secrétaire d'État américain Edward Stettinius expédia un message par valise diplomatique pour avertir les missions diplomatiques américaines de par le monde que la note yougoslave à propos de la nation macédonienne était une « agression larvée contre la Grèce » [21].

Le bras droit de Tito, Edvard Kardelj [13], avec l'aide du ministre de l'Éducation publique de la République populaire yougoslave de Macédoine, Mitra Mitrovic-Djilas, et des collaborateurs grecs communistes ont mis sur pied un complot visant à faire passer autant d'enfants grecs possible des régions frontalières de Grèce au-delà du Rideau de fer pour les endoctriner et faire d'eux des combattants. Sous l'influence de l'usage ancien du devshirme (en substance par rapt) pratiqué par les Ottomans, environ 28 000 enfants ont été enlevés de leurs familles et déplacés dans des pays communistes de 1947 à 1949. Après de nombreuses plaintes des États-Unis, des Nations Unies et de la Croix Rouge, moins de 2 000 de ces enfants ont été retournés dans leurs foyers [13, 22-26]. La majorité des enfants (maintenant adultes) non rapatriés croient fermement qu'ils sont des Macédoniens (non grecs) qui ont été expulsés de Grèce lors d'un génocide. Ils forment la colonne vertébrale du mouvement nationaliste de l'ARYM et dans la diaspora [27-29]. Ils rêvent d'une « Macédoine unie » fictive et euphorique qui se réalisera par la force dans un avenir assez rapproché, et le gouvernement officiel de Skopje se complaît d'une telle rhétorique ultranationaliste [30, 31].

Des manifestations de haine contre les Grecs à des niveaux officiel et officieux de la part du gouvernement de l'ARYM se sont répandues par le truchement d'internet et se sont frayé un chemin jusqu'aux médias de l'heure de l'ARYM [32]. Une obsession tribale concernant la pureté du sang et la continuité génétique des Slaves modernes de l'ARYM relativement aux anciens Macédoniens est manifeste par l'usage qu'on fait de théories raciales pseudo-scientifiques dans la rhétorique nationale [33-35]. Voilà que des Grecs ne peuvent descendre des anciens Macédoniens, car ils descendent de tribus éthiopiennes, alors que les Slaves de l'ARYM sont les descendants d'un substrat européen plus ancien et absolument de race blanche (les anciens Macédoniens). Même si ces théories ont été réfutées par la communauté scientifique [36], elles ne continuent pas moins d'imprégner la société de l'ARYM.

C'est la réalité que le monde doit affronter en traitant du Macédonisme — une forme de propagande qui a pour but de s'approprier le nom « Macédoine / Macédonien » de la part de l'ARYM : l'intention d'archaïser et de créer une nation qui compte sur le révisionnisme historique et sur un passé qui n'y a jamais existé. La vérité est que la Macédoine a été une partie indispensable de la psyché, de l'histoire, de la culture et de l'identité grecques depuis plus de 3 000 ans. Ne l'oublions jamais. Nous le devons à nos enfants et aux générations futures.

Le docteur Christos Karatzios est professeur adjoint en pédiatrie à l'Université McGill. Il est actuellement vice-président à la recherche et aux affaires spécifiques à l'Association panmacédonienne du Canada.

Traduction | Nicolaos Georgiou et Jacques Bouchard

«ΕΣΤΙΝ ΟΥΝ ΕΛΛΑΣ ΚΑΙ Η ΜΑΚΕΔΟΝΙΑ»

(Estin oun Ellas ke i Makedonia) “Macedonia, is of course a part of Greece”
Strabo, Geography, book 7, Fragment 9 (circa 7 BC – 23 AD)

With this quote, Strabo, the famous ancient Greek historian and geographer described the relation of Macedonia to the rest of Greece when he was describing the known ancient world. The rest of his geographical encyclopedia describes the Macedonians and their lands and is a testament to the Hellenism of Macedonia through the perspective of the ancients [1].

There is overwhelming evidence that the ancient Macedonians, their civilization, their culture, and their history were Greek ever since they settled the lands north of Mt. Olympus about 2,000 BC, and most modern classical scholars and archaeologists agree on these points [2]. As it stands, even historians like Eugene Borza who have not totally supported the fact that the ancient Macedonians were Greek, do state that by the time of Philip II and Alexander the Great, they had been absorbed and assimilated by the Greeks [3]. However, since Borza, more evidence has emerged about the ancient Macedonian civilization and language being undoubtedly Greek. This is not considered theory any more and even those historians who had disagreed did so based on the information they had about this civilization at the time they were writing their dissertations or theses. The late Nicholas Geoffrey Lemprière Hammond, long considered to be the world's expert on Ancient Macedonia was the first to suggest that a town in Macedonia, Greece known as Vergina was likely the place of the first Macedonian capital, Aegae [4]. Sure enough, in 1977, one of the most important discoveries in Greece was made near Vergina where archaeologist Manolis Andronikos found the probable tombs of Philip II and various other members of the most famous Macedonian royal house. All tombstones or steles discovered in the vicinity had Greek inscriptions, and the pan-Hellenic symbol known as the “Sun of Vergina” adorned many ornaments and armour belonging to the royal family. The Macedonian royal house traced its origins to Argos in the Peloponnese, and Alexander the Great believed he was a descendant of the demi-God Hercules. The Macedonians participated in Pan-Hellenic summits, and participated in the Olympic Games – sporting events reserved solely for Greeks.

There abound many theories and pseudo-historical claims originating in Greece's northern neighbour, the Former Yugoslav Republic of Macedonia (FYROM), that it was only the upper classes that spoke and acted Greek whereas the common people had a non-Greek Macedonian nature. Furthermore, revisionist historians from the FYROM also claim that the only reason why the Macedonians spoke Greek was because Greek was the *lingua franca* of the ancient Eurasian world somewhat like today's worldwide English. These claims have no basis in reality and can be in fact, nullified. In 1986 a curse written on a tablet by a common Macedonian woman and dating back to the 4th century BC was discovered near the town of Pella (and the birthplace of Alexander the Great) in Macedonia, Greece. Known as the *Katadesmos* of Pella, it proves that the language the woman known as Dagina (or Dapina) used in order to curse the future wife of a man she loved was indeed a dialect of Northwestern Doric Greek [5-7]. Moreover, Greek was not the *lingua franca* of the ancient world before Alexander the Great spread the *koine* (or common) dialect of Greek throughout his Empire

from Europe to India and to the steppes of Asia. Why would a non-Greek conqueror spread a language and a culture/customs that were alien to him? Many revisionists have used the infamous quote by the Athenian statesman Demosthenes; about Philip essentially coming from a land of barbarians, as proof that the Ancient Greeks regarded the Macedonians as non-Greek. This has been proven to be a falsehood since the term “barbarian” (*barbaros*) was also a slur used by Greeks towards other Greeks who they considered to be political adversaries [2]. In addition, the name Macedonia derives from the ancient Greek word μακεδνός (*makednos*; similar to *macro* - or *large*) meaning “tall one” or “highlander” and likely described the people living in the area [8]. Historian Robin Lane Fox from Oxford University recently stated during the opening of the “Heracles to Alexander the Great” exhibit at the Ashmolean Museum in Oxford, United Kingdom:

There is a message that is historical but still politically has to be said: Macedon is a Greek-speaking kingdom in northern Greece, populated by people using Greek names, Greek months of the year, worshipping Greek gods. Those who live in Skopje and say that that is Macedon and Alexander's homeland are as ignorant and outrageous as if someone would to say that Oxford University was in Belarus, and Oxford was Minsk. [9]

The capital city of Skopje was never part of any historical Macedonia. Ancient Macedon spanned the area roughly corresponding to the modern administrative unit of Macedonia in Greece. It did contain a small part of the modern country of the FYROM known as Pelagonia. North of this however, the area was known as Paeonia in antiquity, and further north was the land of Dardania with Skopje (Scupi) as its capital [2, 10]. When the Romans defeated the Greek king Andriscus, Macedonia passed on to the Roman Empire in 146 AD and became a province known as Macedonia Prima [11] while southern Greece was known as Achaia. The Dardanian town of Scupi was not part of this either. When the Roman Empire in the east became the Byzantine Empire, northern Greece was separated into various themes or administrative units. The theme of Macedonia was then further East in what is known as Thrace today [12]. Later, during the Ottoman Empire, Macedonia ceased to exist as an official designated name. Instead, the Empire was divided into administrative units called *vilayets*. While most of what was ancient Macedon was part of the vilayets of Manastir and Selanik, Skopje (called Uskub at the time) was further north in the vilayet of Kosovo [13]. It should be added here that later during the 19th century and the beginning of the 20th centuries, the Slavs of the city of Uskub self identified (and were also identified by others) as Bulgarians who spoke a dialect of Bulgarian [14]. What is also interesting is that Skoplje (Skopje) was the first capital of medieval Serbia and of the Kingdom of Serbia in the early 20th Century.

The idea that there is a geographical region named Macedonia that includes parts of Greece, Bulgaria, and all of the FYROM is a political one and originated with the expansionist dreams of Bulgaria in the late 1800's. It was however, solely used as a geographic term to describe where the Bulgarians of the Balkans lived and was not an ethnic designation. There was never any country named Macedonia or a Macedonian nationality. In fact, when the pro-Bulgarian Prime Minister of the United Kingdom, William E. Gladstone coined the phrase “Macedonia for the Macedonians” in 1897 he was thoroughly criticized by William Miller, a Balkan traveler and historian, as being out of touch with the reality of the region if he implied that there was a true Macedonian ethnicity [15]. Many historians of the time pointed to the Ottoman statistics for the Balkan vilayets that failed to mention any Macedonian ethnicity [16].

The Greek element and struggle in historic Macedonia remained intact throughout the Ottoman occupation and persisted during the Slav and Bulgarian invasions of the Middle Ages. While southern Greece attained its freedom from the Ottomans in 1821, northern Greece was freed in 1912. There were, however, many Greek revolutions in Macedonia that were suppressed by massive numbers of Ottoman Turks (Greek leaders were Emmanuel Pappas in 1821 in Eastern Macedonia, Anastasios Karatasos in 1821-3 in Western Macedonia, and Evangelos Korovangos in 1878 around Mount Olympus). The thirst for freedom did not end there and when Imperial Russia (wanting a Slav satellite in the Balkans with access to the Aegean Sea) started supporting the creation of a Greater Bulgaria in 1870, innumerable Greek peasants in the Macedonian hinterland resisted the encroaching Bulgarian militias known as the *komitadjis* – committeemen of the Bulgarian Committee or VMRO (Internal Macedonian Revolutionary Organization) – the first recognized terrorist group in modern history [17, 18]. The current ruling nationalist political party in the FYROM is called VMRO-DNMPE and is the continuation of the original Bulgarian committee. As a result, there was never any “Greater” or “United” Macedonia that was taken over by Greece, and Bulgaria after 1912 as is officially believed in the FYROM.

Greece was the first modern country in the region to use the term “Macedonia” as an official political unit in 1914 after northern Greece was freed from the Ottomans a year earlier, and continues to do so [19]. There are about 2.5 million Greeks living there who have been calling themselves Macedonians for thousands of years and who believe they have a cultural continuity with the ancient Macedonians. International Law does state that there exists legal entitlement to the use of a name/term based on historic title (essentially who used the term first and for the longest period of time) [19].

There is a rumour among revisionists in the FYROM that there was never any area in Greece known as “Macedonia” prior to 1988. It is stated that Greece, aware of the fact that the People’s Republic of Macedonia was to secede from Yugoslavia, renamed Northern Greece to Macedonia. This unfortunate lie was started by no other than the former Minister of Foreign Affairs of the FYROM, Antonio Milososki, around 2003 [20]. The reality of the matter is that the *Ministry* of Northern Greece was named “The Ministry of Macedonia and Thrace” in 1988 after a government shuffle but the province’s name never changed.

The People’s Republic of Macedonia was created in 1944 out of the area that used to be Old/South Serbia and Vardarska Banovina. What was originally The Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes eventually became Yugoslavia and it was only then that the Yugoslav dictator Josip Broz Tito decided to add another Slav ethnicity to his communist federation [19]. The ultimate plan was to support a communist uprising in northern Greece and to eventually annex Greek Macedonia into a larger “United Macedonia”. The alarm was raised by the US State Department in 1944 and the US Secretary of State, Edward Stettinius, sent a circular airgram warning American diplomatic missions worldwide that Yugoslav talk of a Macedonian nation was a “cloak for aggression against Greece” [21].

Tito’s right hand man, Edvard Kardelj [13], together with the help of the Minister of Public Education of the Yugoslav People’s Republic of Macedonia, Mitra Mitrovic-Djilas, and Greek communist collaborators devised a plot to transfer as many Greek children as possible from the border areas of Greece through the Iron Curtain for indoctrination and to use as fighters. Mimicking the old Ottoman act of *devshirme* (essentially kidnapping), about 28,000 children were removed from their families and displaced throughout Communist

countries from 1947 until 1949. After many pleas from the US, the UN and from the International Red Cross, less than 2,000 of these children were returned to their homes [13, 22-26]. The majority of the non-repatriated children (now adults) firmly believe that they are “(non Greek) Macedonians” who were expelled from Greece in an act of genocide. They form the backbone of the nationalist movement in the FYROM and its diaspora [27-29]. They dream of a fictitious and euphoric “United Macedonia” that will occur by force in the not too distant future and the official government in Skopje is complacent with such ultranationalist rhetoric [30, 31].

Expressions of hatred against Greeks both at official and unofficial levels of the FYROM government have spread throughout the internet and have even made their way into the FYROM mainstream media [32]. A tribal obsession with blood purity and genetic continuity by the modern Slavs of the FYROM with the ancient Macedonians can be seen through the use of pseudoscientific and racial theories in the national rhetoric [33-35]. Suddenly, Greeks can't be descendants of the ancient Macedonians because they are descendants of Ethiopian tribes while the FYROM Slavs are descendant from an older and inherently whiter European substratum (ancient Macedonians). While these theories have been disproved by the scientific community [36], they continue to permeate the FYROM society.

This is the reality that the world faces when dealing with Macedonism – a form of propaganda aimed at appropriating the name “Macedonia/Macedonian” by the FYROM: An aim at antiquization and nation-building that relies on historical revisionism and on a past that was never there. The truth is that Macedonia has been an indispensable part of the Greek psyche, history, culture, and identity for over 3,000 years. Let's not forget this. We owe this to our children and to future generations.

Dr. Christos Karatzios is an assistant Professor of Paediatrics at McGill University. He is currently the Vice-President for Research and Special Affairs for the Pan-Macedonian Association of Canada.

- 1) Strabo; H.L. Jones (Editor) (1924). "The Geography of Strabo". *The Perseus Digital Library*. Tufts University, pp. Books 6 14. <http://www.perseus.tufts.edu/cgi-bin/ptext?lookup=Strab.+toc>. Last accessed 2011/10/13; in English.
- 2) See active letter to US President Barack Obama cosigned by 371 world renowned classicists. <http://macedonia-evidence.org/documentation.html>. Last accessed 2011/10/13.
- 3) E.N.Borza, "In the Shadows of Olympus" (Princeton: Princeton University Press, 1990), pages 84, 92-3.
- 4) [http://en.wikipedia.org/wiki/N. G. L. Hammond](http://en.wikipedia.org/wiki/N._G._L._Hammond). Last accessed 2011/10/13.
- 5) Dubois, Laurent (1995). "Une Tablette de Malédiction de Pella: S'Agit-il du Premier Texte Macédonien". *Revue des Études Grecques* 108: 190–197.
- 6) Masson, Olivier; Dubois, Laurent (2000). *Onomastica Graeca Selecta*. Librairie Droz. ISBN 2600004351. <http://books.google.com/books?id=DE6o-uTvdj0C>. Last accessed 2011/10/13.
- 7) Masson, Olivier (1996). *Oxford Classical Dictionary*. Oxford University Press.
- 8) Johann Baptist Hofmann (1950). *Etymologisches Wörterbuch des Griechischen*. R. Oldenbourg.
- 9) http://www.youtube.com/watch?v=mlRe5tnqRKM&feature=player_embedded. Last accessed 2011/10/13.
- 10) [http://en.wikipedia.org/wiki/Macedonia_\(ancient_kingdom\)](http://en.wikipedia.org/wiki/Macedonia_(ancient_kingdom)). Last accessed 2011/10/13.
- 11) [http://en.wikipedia.org/wiki/Macedonia_\(Roman_province\)](http://en.wikipedia.org/wiki/Macedonia_(Roman_province)). Last accessed 2011/10/13.
- 12) [http://en.wikipedia.org/wiki/Macedonia_\(theme\)](http://en.wikipedia.org/wiki/Macedonia_(theme)). Last accessed 2011/10/13.
- 13) Templar, Marcus A. Thesis. A Challenge to the Macedonism of the Slavs (2008). <http://history-of-macedonia.com/wordpress/2009/02/19/the-former-yugoslav-republic-of-macedonia-a-challenge-to-the-macedonism-of-the-slavs-bibliography/>. Last accessed 2011/10/14.
- 14) Blakeslee, George Hubbard. "The Journal of International Relations" (1920).
- 15) Miller, William. *Travels and Politics in the Near East* (1898).
- 16) Dakin, Douglas. *The Greek Struggle in Macedonia 1897-1913* (1966): page 20. ISBN 960-8303-2-6.
- 17) Dakin, Douglas. *The Greek Struggle in Macedonia 1897-1913* (1966). ISBN 960-8303-2-6.
- 18) Douflias, Konstantinos. *Macedonia, Macedonian Struggle, Greece-Macedonia 4000 Years, 1992*, Aegean Publications, Pages 81, 84, 116, and 117
- 19) Bantekas, I. The Authority of States to Use Names in International Law and the Macedonian Affair: Unilateral Entitlements, Historic Title, and Trademark Analogies. *Leiden Journal of International Law* (2009) 22:563-82.
- 20) <http://www.thedailybeast.com/newsweek/2008/03/25/what-s-in-a-name.html>. Last accessed 2011/10/14.
- 21) www1.mfa.gr/images/docs/fyrom/dilos_i_stettinius_dec_1944.pdf, or: U.S State Department, Foreign Relations Vol. VIII, Circular Airgram, Washington D.C. (868.014/26 Dec. 1944).
- 22) UN Resolutions: 382 (V Section C), 1950; 618 (VII), 1952; 517 (VI), 1952.
- 23) "Innocent's Day," *Time*, January 09, 1950. <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,811653,00.html>. Last accessed 2011/10/14.
- 24) US President Harry S. Truman, Letter to the Speaker of the House of Representatives on the Plight of Greek Children Abducted by Communist Guerrilla Forces, 1950. <http://trumanlibrary.org/publicpapers/viewpapers.php?pid=713>. Last accessed 2011/10/14.
- 25) Bougas, Ioannis. *Η Φωνή της Ειρήνης* (Thessaloniki: *Erodios*, 2006).
- 26) *Studies in the History of the Greek Civil War, 1945-1949*, eds. Lars Baerentzen, John O. Iatrides, Ole L. Smith (Museum Tusulanum Press, 1987).
- 27) Danforth, Loring M. (1997). *The Macedonian Conflict*. Princeton University Press. pp. 54. ISBN 0691043566.
- 28) <http://www.makedonija.info/aegean3.html>. Last accessed 2011/10/14.
- 29) Human Rights Violations Against Ethnic Macedonians-Report 1996, Macedonian Human Rights Movement of Canada, Toronto, 1996; p.111-112
- 30) In the following video, a giant flag of the Greek "Vergina Sun" over a map of "United Macedonia" encompassing the lands of Greece and Bulgaria, is displayed at the official 20th Anniversary festivities in Skopje on September 8, 2011. <http://www.youtube.com/watch?v=XfTVO4GgOjgPearl> (see after 2:15 minutes, last accessed 2011/09/09)
- 31) Toronto businessman and community leader John Bitove Sr. being interviewed by Skopje's "United Macedonian Diaspora" lobby-group president in Toronto (2010). He stated to a cheering crowd that he wished for a "United Macedonia". http://www.youtube.com/watch?v=x3UAVOkj_I0&feature=related (see especially from 3 minutes on; last accessed 2011/06/01).
- 32) <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/1583685/Macedonia-row-overshadows-NATO-summit.html>. Last accessed 2011/10/14.
- 33) Arnaiz-Villena A., Dimitroski K., Pachó A., *et al.* (2001a). HLA genes in Macedonians and the Sub-Saharan origin of the Greeks. *Tissue Antigens* 57: 118-127.
- 34) http://www.maknews.com/html/articles/pan_mac_resolutions/koloski_pan_mac_1.html. Last accessed 2011/10/14.
- 35) The "Macedonian" prayer written and produced by Niche Dimovski, vice-president of the World Macedonian Congress, was shown on national TV (i.e. MTV) of the FYROM had God telling the "Macedonians," "[f]rom you, Macedonians, descendants of Macedon I conceived the white race. All that stretches over to the Japanese sea is conceived from you [sic] gene." Furthermore, in the prayer God said to his flock calling all the white men on the planet Macedonoids (Last accessed February 16, 2010). Templar, Marcus A.: <http://www.riegas.gr/research-areas/global-issues/balkanstudies/1183-skopjs-award-for-its-racist-behavior-and-the-treaty-of-st-germain-en-laye-of-1919-eu-application-of-double-standards-on-the-name-issue-.html>
- 36) <http://greek-dna-sub-saharan-myth.org/>. Last accessed 2011/10/14.

TENTATIVES COMPROMISES DE L'ARYM EN VUE DE DEVENIR MEMBRE DE L'OTAN ET DE L'UE

DE TED GALEN CARPENTER

Depuis qu'elle a obtenu son indépendance au début des années 1990, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (l'ARYM, connue également sous le sigle FYROM, pour *Former Yugoslav Republic of Macedonia*) s'est fixé comme objectif de devenir membre de deux institutions phares de l'Occident : l'OTAN et l'Union européenne. Jusqu'à tout récemment, le principal obstacle à ces deux objectifs jumelés était l'insistance de l'ARYM à utiliser le nom de « Macédoine » pour désigner son pays. On comprend que cette audace ait suscité une vive opposition en Grèce de même que dans les communautés helléniques partout dans le monde. Au-delà de celui du toponyme, d'autres obstacles surgissent de plus en plus.

Les critiques de l'ARYM font remarquer que, dans sa réalité historique, la Macédoine fait référence à la région septentrionale de la Grèce et non à l'entité à prédominance slave qui a survécu au démantèlement de la Yougoslavie. En fait, l'utilisation par Belgrade du toponyme « Macédoine » pour nommer la république qui faisait partie de la fédération yougoslave relevait à la fois d'une « prétention » ethnique et d'une stratégie politique calculée du dictateur Josip Broz Tito pour jeter les bases de revendications territoriales contre la Grèce anticomuniste. Le point crucial de ce dernier argument était que le terme Macédoine s'appliquait également au territoire s'étendant des deux côtés de la frontière entre la Grèce et la Yougoslavie.

Bien que Tito et la Yougoslavie aient été, tous deux, depuis avalés par l'Histoire, le leadership politique de l'ARYM semble avoir hérité de ces ambitions territoriales élargies. C'est ainsi qu'on trouve actuellement en vente à Skopje, la capitale du pays, ainsi que dans d'autres villes, des cartes d'une Grande Macédoine, une entité qui, au-delà du territoire légitime de l'ARYM, comprend la plus grande partie de la Macédoine grecque.

D'entrée de jeu, Athènes s'est inscrite en faux contre ces visées grandioses. Dans les faits, l'opposition du gouvernement grec a forcé le nouvel État indépendant à faire un compromis sur son appellation. Les autorités de Skopje voulaient que le nouvel État soit officiellement connu en tant que Macédoine et qu'il fasse son entrée aux Nations Unies comme tel. C'est toutefois sous l'acronyme ARYM, un compromis à vrai dire maladroit, que Skopje a obtenu son siège à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1993.

Si tout ne se résumait qu'au problème du nom, les chances que l'ARYM joigne les rangs de l'OTAN et de l'Union européenne — avec son nom actuel ou peut-être même en tant que « Macédoine » — s'amélioreraient probablement. La plupart des personnages politiques et des leaders d'opinion de l'Union européenne reconnaissent qu'il s'agit là d'une simple vétille, d'un problème de cuisine interne. Cette attitude est encore plus marquée chez les élites politiques et intellectuelles des États-Unis. Dans les faits, le Département d'État américain s'est montré méprisant face à la position d'Athènes en la matière, au point de considérer maintenant le nouveau pays officiellement comme Macédoine et non ARYM. Le Département a même publié un « papier » sur la « Macédoine » dans un numéro de sa revue mensuelle. Rien dans cet article ne laissait entendre qu'il pourrait y avoir des objections bien fondées à ce que Skopje fasse utilisation de ce nom.

Il serait logique de présumer que même si les dirigeants américains et européens considéraient la dispute autour du nom comme une simple vétille, ils s'inclineraient devant les souhaits de la Grèce, pays membre de l'OTAN et de l'UE, pour qui la question revêt une très grande importance. Pourtant, ce n'est pas ce qui arrive. Au contraire, les gouvernements européens — et plus encore le gouvernement américain — penchent en faveur de Skopje. On pouvait manifestement sentir un manque de respect croissant pour la position grecque bien avant les derniers bouleversements financiers à Athènes. Ces récents événements n'ont cessé de saper la crédibilité de la Grèce et de miner ce qui resterait d'influence à Athènes pour contrer les ambitions de l'ARYM de joindre un jour les rangs de l'OTAN et de l'UE.

Malgré le déclin de la situation économique en Grèce, il reste que, loin de s'améliorer, les perspectives de l'ARYM de devenir membre soit de l'OTAN ou de l'UE se détériorent. Un certain nombre de raisons expliquent cette situation.

Un trait fondamental de la politique européenne, surtout depuis la fin de la guerre froide, a été le fait de tenir pour acquis que les nations de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est ont toujours désiré faire partie de l'Occident démocratique, symbolisé par l'Union européenne et l'OTAN. On a également supposé, à un moindre degré, que les nouveaux membres éventuels accepteraient de modifier leurs politiques intérieures et étrangères, et surtout d'abandonner leurs stricts agendas nationalistes afin de maximiser leurs chances d'adhésion.

Il y a quelques années encore, ces suppositions pouvaient sembler raisonnables, bien que les dirigeants américains et européens aient alors eu tendance à sous-estimer la survivance du ferment nationaliste dans certaines régions, principalement dans les Balkans. Étant donné les frustrations de l'OTAN en ce qui a trait à l'intervention en Afghanistan, le partage du fardeau militaire et autres considérations, ainsi que le borbier financier dans lequel s'est enlisée l'UE ces dernières années, les optimistes semblent surestimer grandement l'importance, la pertinence et, surtout dans le cas de l'UE, la probabilité de la poursuite de son expansion.

Les principales puissances européennes pourraient fort bien s'interroger sur l'opportunité d'ouvrir leurs portes à des entités politiques plus petites et relativement pauvres de l'Europe de l'Est (principalement du Sud-Est), susceptibles de présenter les mêmes faiblesses — et de provoquer les mêmes maux de tête — que la Grèce, le Portugal, l'Espagne et autres États problématiques de l'UE. Une opposition à son expansion rapide se fait nettement de plus en plus sentir à Berlin et dans les autres grandes capitales européennes. Or, l'ARYM serait l'un des candidats les plus faibles pour une adhésion à toute vague d'expansion future de l'UE.

L'expérience avec Chypre joue également contre les ambitions de l'ARYM. Bien que l'UE ait eu le courage d'accepter l'adhésion de la République de Chypre sans insister au préalable pour que soit résolue la division territoriale du pays, les diplomates européens reconnaissent maintenant officieusement (et parfois même publiquement) que cette décision était erronée. Maintenant que la tension recommence à monter entre la Turquie et Chypre, en raison cette fois de forages pétroliers au large des côtes, ce changement d'attitude pourrait fort bien se cristalliser. On tend en effet à retarder l'admission de pays n'ayant pas résolu leurs problèmes territoriaux ou tout contentieux avec des États avoisinants. Cela signifie, par exemple, que la Serbie (parce qu'elle se refuse à reconnaître l'indépendance du Kosovo), le Kosovo

lui-même et la Bosnie-Herzégovine (en raison de son épineuse fragmentation ethnique et de son dysfonctionnement général) ne sont pas à la veille de recevoir d'invitation à se joindre à l'UE.

L'ARYM se trouve dans une situation similaire pour deux raisons. La première étant la controverse au sujet du nom du pays et le manque de clarté de Skopje quant à sa volonté de renoncer à toute revendication territoriale sur la véritable Macédoine. Le second obstacle est posé par les problèmes larvés qui opposent Skopje à une turbulente minorité albanaise dans la partie nord-ouest du pays. Cette situation présente un nouveau scénario possible de sécession à la kosovare. Étant donné ses tribulations politiques et économiques actuelles, l'Union européenne n'a pas véritablement intérêt à prendre le risque d'ouvrir ses portes à l'ARYM — même si la Grèce a renoncé à bloquer toute demande d'adhésion jusqu'à ce que Skopje abandonne son toponyme « emprunté ».

Les perspectives que l'ARYM puisse joindre les rangs de l'OTAN ne sont guère plus réjouissantes, et ce, même si la controverse autour du nom pouvait se régler. Plusieurs membres européens importants, notamment l'Allemagne, la France et l'Espagne, se sont déjà montrés réticents à une expansion future de cette organisation. Ce point est devenu évident il y a un peu plus de trois ans, lorsque les États-Unis ont insisté pour offrir à l'Ukraine et à la Géorgie un plan d'action en vue de faciliter leur adhésion. L'opposition des principaux membres européens de l'organisation a réussi à faire échec à cette proposition. Bien que l'hésitation soit encore plus grande face à l'idée que l'OTAN prenne de l'expansion encore plus loin dans la cour arrière de la Russie et risque de la sorte de se mettre Moscou à dos, il n'y a pas non plus grand enthousiasme chez les principales puissances européennes à ajouter quelques petits États « alliés », mais ne présentant aucun intérêt militaire dans les Balkans. Cela est d'autant plus vrai dans le cas de petits alliés qui, tout en étant relativement insignifiants sur le plan militaire, n'entretiennent pas moins des conflits avec leurs voisins. L'ARYM correspond parfaitement à cette description.

Qu'en est-il de l'attitude des États-Unis ? L'appui de Washington reste le meilleur espoir de Skopje de pouvoir adhérer à l'OTAN et même, dans une certaine mesure, d'entrer dans l'Union européenne. Les vues des États-Unis, en tant que chef de l'OTAN, exercent de toute évidence un poids considérable, et les représentants officiels américains semblent entretenir une vision idéalisée de l'ARYM (tout comme ils le font d'ailleurs avec une autre entité politique à problèmes, le Kosovo). Mais, tout en restant considérable, l'influence de Washington au sein de l'OTAN n'est plus ce qu'elle était. Les grands pays européens tendent à minimiser la menace pesant sur leur région et comme leur sécurité ne semble ouvertement menacée par aucune grande puissance, ces États ont beaucoup moins tendance à s'incliner devant les États-Unis, d'autant plus qu'ils croient avoir de bonnes raisons de s'opposer aux visées de Washington. Aux yeux d'un bon nombre de grandes capitales européennes, le fait d'admettre l'ARYM dans l'OTAN comporte beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages.

L'appui américain apporté à l'ARYM en vue de favoriser son entrée dans l'UE n'a pas non plus les effets escomptés. Les principales puissances européennes se sont montrées réticentes face aux efforts déployés par Washington en vue de soutenir la candidature de quelque pays que ce soit. La réaction européenne était manifestement hostile au travail de coulisses des États-Unis cherchant à faire entrer la Turquie au sein de l'UE. À une échelle moindre, la réaction européenne n'a certes pas été plus favorable aux jeux d'influences de Washington pour faciliter l'admission de Skopje dans l'UE.

Au bout du compte, il ressort que les perspectives de l'ARYM quant à son entrée dans l'OTAN ou dans l'Union européenne ne sont pas favorables et le deviennent de moins en moins. Même si Skopje décidait d'assouplir sa position en regard du nom de son pays, ses chances ne s'amélioreraient que très peu. Les macrotendances politiques, diplomatiques et économiques en Europe vont toutes en sens contraire.

Détenteur d'un doctorat en histoire diplomatique des États-Unis de l'Université du Texas, Ted Galen Carpenter est agrégé supérieur de recherches au Cato Institute à Washington. Par le passé, il a dirigé pendant plus de 25 ans le programme d'études sur la défense et la politique étrangère de cet institut. Le professeur Carpenter a écrit ou dirigé la publication de 18 ouvrages, de même qu'il a signé plus de 500 articles et études sur les affaires internationales

Traduction | Paul Paiement

FYROM'S UNPROMISING QUEST FOR NATO AND EU MEMBERSHIP

BY TED GALEN CARPENTER

A consistent objective of the Former Yugoslav Republic of Macedonia (FYROM) since it achieved independence in the early 1990s has been to gain membership in the two flagship Western institutions, NATO and the European Union. Until recently, the principal obstacle to achieving those twin goals was FYROM's insistence on using the name "Macedonia" for the country. Understandably, that provoked intense opposition from Greece as well as from Hellenic communities around the world. But obstacles other than the name issue are fast emerging.

FYROM's critics point out the historical reality that "Macedonia" properly refers to the northern region of Greece, not the largely Slavic entity that emerged from the wreckage of Yugoslavia. Indeed, Belgrade's use of "Macedonia" to describe that constituent republic of the Yugoslav federation was both an ethnic conceit and a calculated political strategy by communist dictator Josip Broz Tito to establish the foundation for territorial claims against anti-communist Greece. The crux of the latter argument was that the term Macedonia applied equally to territory on both sides of the border between Greece and Yugoslavia.

Although both Tito and Yugoslavia have passed into history, FYROM's political leadership seems to have inherited those broader territorial ambitions. Maps circulating in the capital city, Skopje, and other metropolitan areas show "Greater Macedonia," an entity that includes not only FYROM's current lands, but most of Greek Macedonia as well.

Athens has firmly opposed such grandiose notions from the beginning. Indeed, opposition from the Greek government compelled a compromise on the name of the newly independent country. The authorities in Skopje wanted the new state to be known officially as Macedonia and to join the United Nations with that designation. FYROM became the acronym for an admittedly awkward compromise when Skopje obtained its seat in the UN General Assembly in 1993.

If it were only the name issue, though, FYROM's chances of entering both NATO and the European Union—either with the current name or perhaps even as "Macedonia"—would probably be improving. Most political figures and opinion leaders in the EU regard the dispute as a petty, esoteric matter. That attitude is even more pronounced among political and opinion elites in the United States. Indeed, so contemptuous was the U.S. State Department of the position taken by Athens on this matter, that it now officially considers the country as Macedonia, not FYROM. The Department even included a puff piece on "Macedonia" in an issue of the department's monthly magazine. Nothing in that article suggested that there might be legitimate objections to Skopje's use of that name.

It would be logical to assume that even if U.S. and European leaders regarded the name dispute as a petty issue, they would defer to the wishes of a fellow NATO and EU member, Greece, to whom the issue is a very big deal. Yet, that is not happening. Instead, European governments—and even more so, the U.S. government—have been tilting toward Skopje. A growing lack of respect for Greece's position was evident even before the recent financial turmoil in Athens. That development has further weakened respect for Greece, and undermined the remaining leverage that Athens might have regarding FYROM's ambitions to join NATO and the EU.

Yet despite Greece's declining status, FYROM's prospects for membership in either NATO or the EU are getting worse, not better. There are a number of reasons for that situation.

A crucial feature of European politics, especially since the end of the Cold War, has been based on the assumption that the nations of Central and Eastern Europe hunger to be part of the democratic West, symbolized by the European Union and NATO. A subsidiary assumption is that prospective new members will be willing to modify their domestic and foreign policies, especially abandoning narrow nationalist agendas, to maximize their prospects for membership.

Until a few years ago, those assumptions seemed reasonable, although U.S. and European leaders even at that time tended to underestimate the continuing potency of nationalist sentiments in some regions, especially the Balkans. Given NATO's frustrations over Afghanistan, burden sharing, and other matters, and the financial fiasco afflicting the EU in recent years, optimists now seem to be significantly overrating the importance, the appeal, and especially in the case of the EU, the likelihood of expanded membership.

The leading EU powers might well wonder whether it makes sense to admit more small, relatively poor candidates from Eastern (especially Southeastern) Europe that might turn out to have the same weaknesses—and cause the same headaches—as Greece, Portugal, Spain and other troubled current EU members. Opposition to rapid additional expansion is clearly mounting in Berlin and other major European capitals. And FYROM would be among the weaker candidates for membership in any future round of EU expansion.

The Cyprus experience also works against FYROM's ambitions. Although the EU courageously decided to admit the Republic of Cyprus without insisting that the country's territorial division be resolved first, European diplomats now privately (and sometimes publicly) contend that the decision was a mistake. As tensions between Turkey and Cyprus heat up again, this time over off-shore drilling issues, that belief is likely to grow. The trend is toward postponing membership decisions with respect to countries that have unresolved territorial issues or major problems with neighboring states. That means, for example, that Serbia (because of the dispute over Kosovo's independence), Kosovo itself, and Bosnia-Herzegovina (because of its bitter ethnic divisions and general dysfunctional nature) will not likely receive membership invitations anytime soon.

FYROM is in a similar position for two reasons. One is the ongoing dispute over the country's name and the lack of clarity whether Skopje is prepared to repudiate any territorial claims over the real Macedonia. The other obstacle is Skopje's festering problems with its restless Albanian minority concentrated in the northwestern portion of the country. That situation looks like another potential Kosovo-style secessionist conflict in the making. Given the EU's current political and economic headaches, there is little incentive to take on yet another one by offering membership to FYROM—even if Greece retreated from its determination to block a membership bid until Skopje abandons its expropriated name for the country.

Prospects for FYROM's membership in NATO are not much better—even if the name dispute could be resolved. Several key European members, especially Germany, France, and Spain have already balked at further expansion of the alliance. That point became evident more than three years ago, when the United States pushed to offer a Membership Action Plan to Ukraine and Georgia. Opposition from leading European members of the alliance effectively blocked that move. Although hesitation is greatest about expanding NATO deeper into Russia's back yard and thereby needlessly antagonizing Moscow, there isn't much enthusiasm either in the main European powers to add another layer of small, militarily insignificant "allies" in the Balkans. That is especially true regarding small militarily insignificant allies that have quarrels with their neighbors. And FYROM fits that description perfectly.

What about the attitude of the United States? Washington's support remains Skopje's best hope for NATO membership, and to some extent, even for joining the European Union. The views of the United States, as NATO's leader, obviously carry considerable weight, and U.S. officials seem to have a romanticized view of FYROM (just as they do about another troublesome entity, Kosovo.) But Washington's clout within the alliance, while still considerable, is not what it used to be. The major European states regard the threat environment in their region as relatively benign, and since there is no looming security threat from a great power, they are less inclined to defer to the United States, especially if they believe there are good reasons for opposing Washington's wishes. And in the view of many European capitals, having FYROM in NATO entails far more drawbacks than benefits.

U.S. support for FYROM's desire to join the EU is even less helpful. The leading EU powers have resented Washington's previous efforts on behalf of any country's bid for membership. That point has been quite clear from the hostile European reaction to U.S. lobbying to get Turkey into the EU. Although less prominent, the response has been no more favorable to Washington's attempted meddling on behalf of Skopje.

The bottom line is that FYROM's prospects for membership in NATO or the EU are unfavorable and becoming more so. Even if Skopje abandoned its position regarding the name issue, its chances would improve just marginally. The larger political, diplomatic, and economic trends in Europe are all moving in the opposite direction.

Dr. Ted Galen Carpenter received his PhD in U.S. diplomatic history from the University of Texas, and is a senior fellow at the Cato Institute in Washington, D.C. Previously, he directed the Institute's defence and foreign policy studies program for more than 25 years. Dr. Carpenter is the author or editor of eighteen books and has written more than 500 articles and studies on international affairs.

Montréal, le 13 novembre 2011

« LA VÉRITÉ
EST INCONTOURNABLE.
LA PANIQUE PEUT LUI EN VOULOIR ;
L'IGNORANCE PEUT S'EN MOQUER ;
LA MALICE PEUT LA DÉFORMER ;
MAIS ELLE DEMEURE VÉRITÉ. »
- WINSTON CHURCHILL

Nous, les Associations macédoniennes de Montréal – en solidarité –, remercions chaleureusement le Congrès hellénique du Québec et nos érudits participants. Ce n'est qu'avec leur collaboration que l'événement d'aujourd'hui et cette compilation de travaux académiques sur « notre Macédoine » ont été rendus possibles. Avec leurs présentations passionnantes, fondées sur les faits, la professeure Nina Gatzoulis, le professeur Marcus Alexander Templar, le Dr Ted Galen Carpenter et le Dr Christos Karatzios nous ont aidés à la réalisation de notre aspiration commune, celle d'éclairer la Vérité...

...la vérité historique précise sur « notre Macédoine ».

LA MACÉDOINE ÉTAIT, EST ET SERA TOUJOURS GRECQUE !



L'ASSOCIATION MACÉDONIENNE
« PHILIPPE-ALEXANDRE »

M. Loukas Toliopoulos
Président



L'ASSOCIATION
MACÉDONIENNE
« ALEXANDRE
LE GRAND »

M. Emmanuel Simitsakos
Président



La Société des Castoriotas « OMONIA »

Dr. Theodore Halatsis
Président



LA FRATERNITÉ
DES VOGATSIOTES
DE CASTORIA
« ION DRAGOMIS »

M. Haralambos Vitaniotis
Président



L'Association Pontienne de Montréal
« Efxinos Pontos »

M. Panajiotis Papadopoulos
Président

Montreal, November 13, 2011

**“THE TRUTH
IS INCONTROVERTIBLE.
MALICE MAY ATTACK IT,
IGNORANCE MAY DERIDE IT,
BUT IN THE END, THERE IT IS”**

- WINSTON CHURCHILL

We, the Macedonian Associations of Montreal – in solidarity –, whole-heartedly thank the Hellenic Congress of Quebec and our contributing scholars. It is only with their collaboration that today’s event and this compilation of academic works about “our Macedonia” were made possible. With their powerful, fact-based presentations, Professor Nina Gatzoulis, Professor Marcus Alexander Templar, Dr. Ted Galen Carpenter and Dr. Christos Karatzios have assisted us in the realisation of our common aspiration to illuminate the Truth...

...the accurate historical truth about “our Macedonia”.

MACEDONIA WAS, IS AND ALWAYS WILL BE GREEK!



MACEDONIAN ASSOCIATION
“PHILIP-ALEXANDER”

Mr. Loukas Toliopoulos
President



MACEDONIAN
ASSOCIATION
“ALEXANDER
THE GREAT”

Mr. Emmanuel Simitsakos
President



Society of Kastorians “OMONIA”

Dr. Theodore Halatsis
President



BROTHERHOOD
VOGATSIOTON
KASTORIAS
“ION DRAGOUMIS”

Mr. Haralambos Vitaniotis
President



Pontian Association of Montreal
“Efxinos Pontos”

Mr. Panajiotis Papadopoulos
President

Comité d'organisation Organising Committee

Pelagia Adamidis

Zissis Fotopoulos

Peter Georgakakos

Theodore Halatsis

Argyris Karatzios

Bobby Kirylidis

Lynn Nikides

Emmanuel Simitsakos

Loukas Toliopoulos

Panagiotis Tzimas

Haralambos Vitaniotis

Demetris J. Yantsulis

Confirmed sponsors as at November 1, 2011 Commanditaires confirmés en date du 1^{er} novembre 2011

A.P.D. Meats	James Kromida, CA
Anonymous	La Preference – Simitsakos Family
Argo Furs	Le Skratch Billiard & Bar – George Demopoulos
Argos Carpets – Petros Foustanelas	Michael Logothetis
Bijouterie B. Serkos	Macedonian Association “Alexander the Great”
Eleftherios Bourkas	Macedonian Association “Philip-Alexander”
Brotherhood Vogatsioton Kastorias “Ion Dragoumis”	Evangelos Manos
BXK Furs	Mirabel Poultry – Simitsakos Family
Claude Carrier CA Inc.	Modes GML
Château Royal Reception & Convention Halls	Mount-Royal Furs
CherryPickedInvitations	New Milano
Conan Foods	Nobel Furs
Elmont Bakery	North Pole Furs
Euro Line	Olympic Linen Rentals Ltd.
Fate Studio / strategy + design – Spyro Daniilidis	Pan-Arcadian Brotherhood of Canada
FoodCo.	Basil Papaevagelou
Peter Georgakakos	Park Lane Autobody Ltd.
Global Furs	Pontian Association of Montreal “Efxinos Pontos”
Dr. Theodore Halatsis	Remax 3000 – Karen Kazandjian
Hellenic Community of Greater Montreal	Roumeliotian Society of Montreal “Georges Karaïskakis”
Hôtel Place d’Armes – Groupe Antonopoulos	Royal Meat
Bobby Iatropoulos	Supermarché PA
idéa design graphique – Stella Adamidis	Toliopoulos Realities
Kastorian Society of Montreal “Omonia”	Dr. George Tsoukas
Kazamias Furs	Vergina Foods
George Klapas	



La traduction française des textes a été effectuée par les étudiants du certificat en études néo-helléniques de l'université de Montréal sous la direction du professeur Jacques Bouchard.

The French versions of the texts were translated by the Modern Hellenic Studies Certificate students of the Université de Montréal, under the supervision of Professor Jacques Bouchard.

Traducteurs | Translators:

Nicolaos Georgiou
Michèle Lavigne
Paul Paiement
Magdalene Peters
Manon Robillard

